



MOTION

Depuis 1993, les réformes mises en œuvre n'ont pas réglé la question du financement des retraites mais ont conduit à une forte dégradation des conditions de vie des retraités.

Faisant fi de ce constat de dégradation constante du pouvoir d'achat des retraités, Monsieur Sarkozy, président de la République, et le gouvernement Fillon entendent poursuivre dans le même sens.

C'est ainsi qu'alors que l'évolution des prix pour 2010 est estimée à 1.2%, nos gouvernants considèrent que les retraités auraient trop perçu en 2009 et envisagent d'amputer l'augmentation des retraites au 1^{er} avril de 0.1% à 0.2%.

Pourtant ils ont su trouver des milliards d'euros pour sauver les banques et remplir les coffres-forts des plus riches !

Une fois de plus cela relève de la provocation !

Les retraités sont aujourd'hui encore dans la rue pour dénoncer et combattre cette politique.

Ils ont eux aussi droit à leur part des richesses pour pouvoir vivre dignement leur retraite.

C'est pour cela qu'ils exigent :

- La revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier
- L'accès aux soins de qualité pour tous
- Le refus des franchises médicales, des dépassements d'honoraires, du secteur optionnel
- La suppression de la C.N.S.A. (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) et la prise en charge par la Sécurité Sociale du handicap et de la dépendance
- Que pas une retraite ne soit inférieure au S.M.I.C porté à 1600 euros
- L'indexation des retraites sur les salaires et le rattrapage des sommes dues
- 300 euros de rattrapage mensuel immédiatement et pour tous
- Le refus de la remise en cause des avantages spécifiques aux femmes
- La suppression de la décote pour le calcul des retraites
- Que la pension de réversion soit portée à 75 % de la pension du conjoint défunt